

La ville aux côtés des associations

Depuis 18 mois, les associations, tous secteurs confondus, traversent une crise sans précédent : baisse du nombre d'adhérents, difficulté à mobiliser des bénévoles ou en trouver de nouveaux, difficulté financière, etc...

A ceux qui « s'inquiètent » de notre soutien, **nous le réaffirmons et tenons nos engagements :**

- maintien de l'enveloppe des subventions de fonctionnement
- solutions adaptées à leurs besoins
- soutien logistique et aide sur la communication
- un service vie associative dédié
- mise en place de groupes de travail avec l'implication des associations

C'est grâce à ce **travail conjoint et quotidien** ensemble que nos **96 associations** parviennent à maintenir leurs activités (en totalité ou en partie), et que de nouvelles associations voient le jour.

Fréquentation inédite pour le Forum !

- 2 243 personnes

- **62 associations présentes** (malgré la covid et le pass sanitaire imposé par l'état)
- **36 associations** représentées à la réunion initiée par la municipalité sur les problématiques liées à la reprise.

Alors si l'opposition s'inquiète tant pour les associations, il est regrettable de constater **qu'aucun représentant des groupes de M. Guerin et Mme Sereni n'ait pris le temps d'assister à la visite patrimoniale en compagnie des habitants et des associations présents.** Ces derniers ont pu se rendre compte, sans équivoque, des travaux à entreprendre pour accueillir dans de meilleures conditions les services de la ville et les associations.

Alors ne nous laissons pas distraire par de basses attaques, continuons le travail à vos côtés !

Henri de Meyrignac et l'équipe majoritaire
"Vaux-le-Pénil, Notre Avenir, Ensemble".

Demandez le programme !

Approuvé par 58 % des électeurs Pénivauxois lors du second tour des municipales de juin 2020 **le programme que nous vous avons élaboré avec l'équipe de M. le Maire reste pour une nous une feuille de route.** Est-il déjà un vieux souvenir pour M. de Meyrignac ? Nous voulions par exemple "placer le citoyen au centre des décisions". **Une consultation bâclée et 140 réponses favorables suffisent apparemment à revenir sur 170 ans d'une Mairie historique et située en centre-ville.** Cette décision dont les coûts faramineux pèseront sur les capacités d'investissement de la ville ne figurait pas dans le programme ? Ce n'est pas grave, M. le Maire, bien que de plus en plus désavoué par les Pénivauxois, le réécrit à sa guise.

Nous voulions préserver la qualité des services dans notre projet ? Des postes sont supprimés dans la culture, l'enfance et la jeunesse qui, longtemps, ont fait le rayonnement de Vaux-le-Pénil.

Nous voulions recruter un travailleur social pour renforcer notre CCAS ? Sans cesse repoussé cet engagement paraît déjà remisé aux oubliettes.

Ce décalage entre les programmes et les actes est une des sources de l'éloignement du citoyen de la chose publique qui, loin de se "trouver au cœur des grandes décisions municipales", en devient un spectateur impuissant.

J.GUERIN, D.AMIOT, A.BOULET,
A.BOUTET, I.CAKIR
pour "Vaux-le-Pénil notre bien commun".
+ d'infos : vaulpenil-notrebiencommun.fr

**La tribune du groupe
"Vaux-le-Pénil notre ville, notre vie !"
ne nous ayant pas été envoyée dans
les délais impartis, nous n'avons
pas pu la publier.**

N. BEAULNES-SERENI, J-M. JUDITH,
P. ESPRIT, L. VANSLEMBROUCK, A. MICHEL,
S. VALENTE et D. GAVARD
"Vaux-le-Pénil notre ville, notre vie !"
vlp2020.nv@gmail.com / 06 36 18 05 52
vlpnv.wordpress.com

Non aux expulsions

A l'annonce de plusieurs expulsions en cours dans notre ville, le groupe communiste déplore profondément que des solutions n'aient pas été négociées avec les différents partenaires et les locataires parfois, certes, peu conscients de leur situation. Les expulsions locatives sont des pratiques d'un autre temps qui nient le droit au logement : **droit universel reconnu par la Constitution.**

Pendant qu'on expulse des gens confrontés à la précarité, quel indécent enrichissement sur la pandémie. La fortune des milliardaires français a augmenté de 170 milliards d'euros, soit une hausse moyenne de 40% entre mars 2020 et mars 2021. C'est le gouvernement macroniste :

- qui a décidé de mettre fin à la trêve hivernale au 1er juin alors que certaines formations politiques et la Fondation Abbé Pierre demandaient la prolongation de cette trêve au vu de la situation sanitaire liée au covid,
- qui a entrepris la réforme des APL,
- qui a amputé le logement social de 1,4 milliard.

Certains maires sur notre territoire essaient de s'opposer aux expulsions locales en signant ensemble des arrêtés déclarant leur commune « territoire anti expulsion ». Si cela reste une démarche symbolique, puisque ces arrêtés sont illégaux et systématiquement annulés par le tribunal administratif, cela reste une façon de dénoncer, pour ces élus, les expulsions et le manque de solutions pérennes de relogement et de moyens pour l'accompagnement social y compris local.

Ce texte a été refusé à la lecture lors du conseil municipal du 16 septembre car Monsieur le Maire a jugé que l'ordre du jour était trop chargé.

Patricia Rouchon, Viviane Janet,
Jean-Louis Masson
"Vaux-le-Pénil humain,
citoyen et solidaire",
groupe soutenu par le PCF.